



Crise grecque : « Le fantôme du monde »

Carnet de notes d'un anthropologue en Grèce

Par [Panagiotis Grigoriou](#)

Mondialisation.ca, 15 mars 2013

[greekcrisisnow](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

« *La Molussie est un pays imaginé par [le philosophe atypique Günther] Anders dans Die molussische Katakombe [« La Catacombe molussienne »], livre « antifasciste » « achevé avant la prise du pouvoir par Hitler » mais qu'il n'a paru qu'en 1938 (...) Ce livre écrit, de l'aveu même de l'auteur, dans l'esprit des fables de Brecht, « se composait de nombreuses histoires - il y en a bien une centaine - qui s'imbriquaient les unes dans les autres, comme celles des Mille et Une Nuits. Le sujet du livre, c'était le mécanisme du fascisme. Les histoires étaient racontées par des prisonniers, retenus par la Gestapo « molussienne » dans une cave servant de prison. Les fables, histoires, maximes étaient transmises par les prisonniers de l'ancienne génération à ceux de la plus jeune, puis par ceux-ci, à leur tour, à ceux de la génération d'après.... »*, [note Christophe David, traducteur de Günther Anders (2001) : « *L'obsolescence de l'homme - Sur l'âme de l'époque de la deuxième révolution industrielle* », Éditions Ivrea, p. 18].



La Molussie de Greek-Crisis, c'est bien évidemment la Grèce, elle-même issue d'un phénomène époqual total, voire totalitaire : l'avènement de la méta-démocratie de type occidental. Ce blog prend pour objet la « situation sur le terrain », autrement-dit, des fragments caractéristiques de nos dernières mutations en date, fragments d'ailleurs dont le caractère demeure assez opaque et autant inquiétant, d'autant plus, (qu'en paraphrasant Anders), je dirais que l'a-synchronicité chaque jour croissante entre le fantôme de la vie de chacun d'entre nous et « l'encadrement » politique (en réalité technocratique), relève bel et bien du « décalage prométhéen ». C'est ainsi que dans un monde humain devenu le fantôme de lui-même, le territoire de la Grèce (et qui ne détient pas l'exclusivité hélas), incarnerait en quelque sorte le... fantôme du fantôme.

Ce qui m'a conduit à opter pour un titre définitif de mon livre en préparation, (en partie issu de ce blog) : « *La Grèce fantôme - Voyage au bout de la crise 2010-2013* » (à paraître courant 2013 en France). La préparation de ce livre, ainsi qu'une pause devenue plus que nécessaire, m'ont obligé ces derniers jours à marquer une pause dans la poursuite des écritures du blog, au même titre qu'un éloignement bref d'Athènes, mais pas forcément de son « *mundus sensibilis* ». Retrouver la capitale... de l'obsolescence humaine et de celle de l'UE par la même occasion, permet de prendre une fois de plus (et de trop), toute la mesure de la densité historique que l'on ne trouve (pas encore) forcément ailleurs. En quelques jours d'absence seulement, j'ai l'impression d'avoir « raté » un épisode entier de la Guerre des étoiles (comme celles figurant sur l'étendard achronique de l'UE, et de son euro). Je remarque qu'à Athènes alors, les limites du conte troïkan sont visiblement dépassées, tout le laisse croire en tout cas, et surtout, les manifestations des derniers jours, les actes spontanés (ou pas) de défiance, d'hostilité, de violence des Grecs vis-à-vis de « leur » pouvoir.



Place de la Constitution 15/03 (« on » cherche dans les poubelles)

Même face aux « gouvernants », la Troïka en « visite d'affaires » en Grèce n'a pas trouvé la même docilité qu'avant (dans les apparences en tout cas), au point d'énerver Samaras, lequel aurait (selon la presse grecque) réclamé la médiation politique de Bruxelles, c'est-à-dire de Berlin. Nous arriverons au bout de l'histoire, pas de celle de Fukuyama mais de la nôtre paraît-il, et certainement de celle de l'UE d'une façon ou d'une autre. La dite U.E. est désormais un empire dont ses rapports aux algorithmes financiers et aux lobbys de toute envergure bien qu'opaques, ne sont plus à prouver. La tendance prédatrice des « créanciers » du monde et le ressentiment grandissant des peuples soumis, seraient en train de « *provoquer cette transition rapide et inévitable [déjà observée en d'autres temps historiques] : le système de gouvernement basé sur la domination indirecte mute vers l'établissement d'un contrôle direct des territoires de plus en plus nombreux et transformés en provinces (...)* », (David Engels, « *Le Déclin - La crise de l'Union Européenne et la chute de la République romaine - Analogies historiques*», 2012)



« Parlement » grec – Des écoliers en visite (15/03)

Le cauchemar politique, économique et social de notre présente période ne faisant plus de doute, car au sein même de ce nouvel (?) empire, la provincialisation de type néocolonial imposée déjà au pays du sud de la zone euro n'est qu'un début, Beppe Grillo, n'a pas dit autre à sa manière lorsqu'il a déclaré dans un quotidien allemand que l'Italie est déjà sortie de la zone euro. « *L'Italie peut déjà être considérée comme étant sortie de la zone euro* », a affirmé Beppe Grillo, le leader du Mouvement 5 Etoiles (M5S), dans un entretien publié mercredi en Allemagne. « *L'Italie est de facto déjà sortie de la zone euro* », a déclaré M. Grillo au quotidien économique allemand *Handelsblatt*. « *Le pays est K.-O. debout* », poursuit-il. Dans le même entretien, il prédit que « *l'Italie ne va pas connaître de croissance dans les cinq à dix ans à venir* » La nouvelle figure politique italienne, qui a cristallisé le vote contestataire aux législatives, se défend d'être anti-européen. « *J'ai simplement dit que je voulais un plan B pour l'Europe, dit-il. Nous devons nous demander : qu'est-il advenu de l'Europe ? Pourquoi n'avons-nous pas de politique d'information commune ? Pas de politique fiscale commune ? Pas de politique commune d'immigration ? Pourquoi seule l'Allemagne s'est enrichie ?* » Il indique également vouloir incorporer davantage les citoyens européens dans le processus de décision sur l'Europe : « *Je ferais un référendum en ligne sur l'euro, sur la directive Bolkenstein, sur le traité de Lisbonne - tous ces sujets où notre Constitution a été laissée de côté.* » Beppe Grillo se dit convaincu que l'Europe du Nord soutiendrait l'Italie le temps qu'il faudrait « *pour récupérer les investissements de leurs banques dans les obligations italiennes* ». « *Après, ils vont nous laisser tomber* », prédit-il », rapporte le quotidien *Le Monde* . .



Place de la Constitution 15/03 (« Prêts accordés... »)

Il n'y a que les élites et les journalistes *mainstream* qui font semblant d'ignorer cette réalité (ou plutôt de la « préparer » médiatiquement). Tel me semble-t-il est le sens de cet article de *El País*, révélateur à sa manière de l'Ère « molussienne » de la... nouvelle Europe : « *Les derniers chiffres de l'Eurobaromètre illustrent ce que les résultats électoraux disent les uns après les autres : frappés par la crise, les Européens n'ont plus confiance en l'UE. Après*

avoir sauvé l'euro, il faut sauver la légitimité de l'UE et si possible, avant les élections de 2014 (...) Les conséquences très limitées du chaos post-électoral en Italie en disent long sur cette nouvelle solidité de l'euro, pour le moment en tout cas. Rappelons-nous, en octobre 2011, le choc suscité par la décision de Georges Papandréou de convoquer un référendum sur les politiques de rigueur dictées par la troïka : l'annonce avait porté les indices d'incertitude avec lesquels jouent les analystes financiers à des niveaux plus élevés que ceux qu'ils atteignaient au lendemain des attentats du 11 septembre. L'Italie a beau être plongée dans un indubitable chaos, l'euro résiste. Il n'en reste pas moins que le résultat italien, couplé à la solidité de l'euro, vient aussi illustrer la faiblesse politique de l'Europe, et mettre en lumière une crise de légitimité qui se creuse dangereusement, élection après élection. (...)



Animal « adespote » - Athènes 15/01

Les chiffres de l'Eurobaromètre, ce sondage d'opinion réalisé tous les semestres par la Commission, ne laissent aucun doute sur l'ampleur de la chute de confiance des citoyens européens envers l'Union (...) La dégringolade est spectaculaire et oblige à une réflexion en profondeur, en particulier dans le cas d'un pays à la tradition europhile aussi ancrée que l'Espagne. En Grèce, en Irlande, au Portugal, à Chypre, l'UE est considérée avec une défiance aussi écrasante qu'en Espagne. Cependant, il est significatif que cette flambée de méfiance ne se limite pas aux seuls pays fortement endettés, mais concerne aussi les pays en meilleure situation financière, voire les pays créanciers : en Allemagne, en Autriche, en France, aux Pays-Bas ou en Finlande, la population n'a pas confiance en l'Union non plus. Force est de constater que la défiance ne concerne pas seulement l'UE mais s'exerce aussi à l'encontre de certains pays et de certains citoyens. Dans cette situation, tout le monde y perd. Nous voilà donc face à un grave problème de légitimité. Dans la sphère européenne, où l'identité collective, les valeurs communes et les processus démocratiques restent balbutiants, la légitimité était surtout venue des performances économiques : plus la croissance était forte, plus la population soutenait l'intégration européenne, et vice-versa. Ce qui signifie que la réserve de légitimité du système, puisqu'elle est presque exclusivement fonction de la croissance économique, se révèle très limitée, et tend à s'épuiser à vitesse V dans un contexte de crise. (...) En juin 2014, l'Europe appellera ses électeurs aux urnes. Si d'ici là, la confiance des citoyens dans l'UE n'est pas restaurée, la surprise risque d'être assez désagréable. Sauver l'euro était un impératif, mais l'euro n'est pas une fin, simplement un moyen. La fin, ce sont les citoyens : un euro sans eux n'a pas tellement de sens. », (José Ignacio Torreblanca : «L'Europe a perdu ses citoyens », El País - 11/03, traduction : Julie Marcot).



Place de la Constitution 15/03 – (la dame aux stylos)

Parallèlement, et depuis un moment à Varsovie, on estime que « (...) La génération Erasmus, [serait le] dernier espoir de l'Europe (...) Ne comptez pas sur les dirigeants de l'UE pour sortir de la crise. L'avenir sera construit par la jeunesse que ceux-ci ont oubliée, écrit le philosophe polonais Jarosław Makowski, alors que Bruxelles cherche des financements pour permettre au programme d'échange d'étudiants de survivre aux coupes budgétaires. (...) Jusqu'à présent, les sociologues ont mis l'accent sur la soit-disant « génération perdue ». Les politiciens étaient réticents à l'idée d'utiliser cette formule, jusqu'à ce que Mario Monti, le Premier ministre italien, brise le silence. Ainsi, il a simplement déclaré à ses jeunes compatriotes: « Vous êtes la génération perdue ». Et plus précisément: « La triste vérité est que le message d'espoir — en termes de transformation et d'amélioration du système dans son ensemble — ne pourra être adressé à des jeunes gens que dans quelques années ». Les mêmes phrases pourraient tout autant être prononcées par la chancelière allemande Angela Merkel et le Premier ministre britannique David Cameron. Monti a ouvert la voie. Ainsi, d'ici peu, nos dirigeants vont allègrement proclamer la « bonne nouvelle », appelant les jeunes à oublier la vie dont ont pu jouir leurs parents. Disons les choses clairement: la responsabilité de la crise que traverse l'Europe incombe aux élites politiques et intellectuelles actuelles, à cette génération de dirigeants qui a grandi dans un « palais de cristal » (...) », (Jarosław Makowski: « Débat : La génération Erasmus, dernier espoir de l'Europe », Gazeta Wyborcza Varsovie - 24/10/2012, traduction : Jean-Baptiste Bor).



Près de la Place de la Constitution 15/03 – café en faillite

Ce vendredi matin (15/03) à Athènes, le temps était assez instable, la mer Egée déchainée, et le printemps déjà si avancé... en attendant bien entendu celui des peuples. Retrouver notre capitale des Catacombes molussiennes c'est retrouver également cette tristesse joyeuse du fantôme du monde dans un « état de nature » sans doute plus avancé qu'ailleurs. Et la fin de certaines désillusions sans doute : « Tu n'étais pas à Athènes pour quelques jours seulement et voilà, regarde bien dans quel état tu nous trouves. Le temps

événementiel va trop vite ici, nous ne pouvons plus suivre, nous en sommes épuisés, vidés et incapables de formuler la moindre réflexion, potentiellement réalisatrice du nouveau monde bien à nous », assurent mes amis. Certes, mais au moins, nos représentations elles aussi, «elles avancent» trop vite. « (...) Le conte pour enfant qui consistait à dire que «c'est par sa faute que la troïka ne nous comprend pas» finit-il en ce moment. Tel est d'ailleurs le constat que font au quotidien les députés et les ministres du gouvernement tripartite, lorsque le hasard les oblige à se mêler au bas peuple, à l'occasion d'un discours, dans un avion ou encore dans une taverne ...



Athènes centre 15/03

Le temps où le gouvernement «livrait bataille» pour sauver les salaires et les pensions », pour «ne pas laisser sortir le pays de l'euro », ou afin de « mettre l'économie sur une trajectoire de croissance » est définitivement révolu. Tout le monde (et de bonne foi), voit maintenant les résultats de la politique du gouvernement tripartite, et ne se sent aucunement concerné par ces présumées « nobles » intentions [du gouvernement]. Les gens savent désormais que ni les salaires ni pensions n'ont été sauvés. Le chômage, la flexibilité au travail, la réduction forcée des revenus déjà maigres et la persistance de la « vie chère », ont fait disparaître de la circulation l'essentiel de la masse monétaire. Il est maintenant évident - et les gens le constatent dans leur vie quotidienne - que sans liquidités, il n'y a aucune perspective de croissance. Et sans croissance, il n'y aura pas non plus de... Grèce dans la zone euro. Disons qu'en termes plus simples, la société grecque comprend désormais que le couteau qui tourne dans sa plaie, touche déjà l'os, et ceci, non pas pour enfin éradiquer la corruption ou réparer les torts causés, mais tout simplement pour couper la chair sociale. Malgré la puissance de la propagande, la réalité demeure imbattable. Et la réalité vécue par les travailleurs, les chômeurs, les retraités dans le pays est si douloureux (...) », (hebdomadaire satyrique et politique To Pontiki, 13/03).



« La rue d'Athènes » 15/03

La rue d'Athènes, et probablement celle de Rome, de Madrid et de Lisbonne réalise à présent certains tenants et aboutissants du « Plan D », élaboré par la Commission de

Bruxelles. « La Commission est comme un chaudron bouillant en ce moment. Les élections en Italie ont fait apparaître ce que les technocrates de Bruxelles avaient soigneusement caché et obscurci, les leaders des pays de la zone euro faisaient les sourds, tandis que la planète entière était bien au parfum : la zone euro est essentiellement divisée en deux parties, le sud pauvre et les pays riches du nord, sauf que le Nord aussi est menacé par la crise renaissante et par des troubles sociaux (...) [Le régime de] la nouvelle « Xénocratie » (sic) [se met en place]. Alors que le gouvernement tripartite grec est accroché derrière le char allemand, incapable de faire face au destin du pays, se réfugiant à tour de communication mensongère, comme sur les prétendus investissements, la croissance ou la reprise, objectifs en somme inatteignables. Les Allemands, véritables souverains de la zone euro, restent réticents à remettre la main dans leurs poches, et préfèrent appliquer des méthodes coloniales classiques : se précipiter pour ainsi s'assurer la mainmise sur toutes les richesses grecques, afin d'obtenir par le même coup, toutes les garanties possibles pour ce qui est des emprunts en cours. La Grèce, après une chute de 25% de son PIB, et de si sombres perspectives d'avenir, voit ses richesses nationales (actuelles et futures), ainsi compromises. Pourtant, ses ressources futures – étaient la seule garantie d'une croissance réelle – sont en train de passer entre les mains des créanciers. Les temps décomplexé du retour à la subordination « xénocrate » (sic) la plus évidente, revient, après l'entracte historique des dernières décennies, d'ailleurs sous le rideau des apparences européennes. Voilà un pays du tiers monde qui devenir une colonie, tout en restant officiellement dans le premier [monde]. Cette contradiction n'est pas durable ... », (hebdomadaire satyrique et politique *To Pontiki*, 13/03)



Athènes 15/03

Le fantôme du monde et (du premier monde) c'est aussi cela Athènes. Ce matin pourtant, vent et douceur de vie, place de la Constitution on respirait encore... ou presque. Des écoliers visitaient encore le « Parlement » comme si de rien n'était, pourtant, une flèche bien explicite dessinée sur le kiosque fermé d'en face semble indiquer... prosaïquement le chemin vers l'Assemblée : « porcs ». Les mendiants anciens et nouveau sont à leur place, comme cette vieille femme qui « vend » des stylos, y compris les bombons sur le trottoir, oui, tout était à sa place ce matin, comme nous tous d'ailleurs.



« Le chemin vers l'Assemblée » : « porcs » - 15/03

J'ai remarqué cette atmosphère pesante et triste, l'insécurité en plus, déjà dans les regards. Athènes est aussi un fantôme dans ce sens, en plus de son propre fantôme. Et tout change. J'ai ainsi remarqué une nouveauté sur un mur : « *Prêts destinés aux entrepreneurs, aux fonctionnaires, aux particuliers et aux entreprises sans tenir compte de la liste officielle des surendettés et insolubles. Prêts depuis l'étranger : Bulgarie - Roumanie - Conditions requises...* » Au moins la Grèce fantôme retrouvera désormais toutes ses (co)existences balkaniques.



« Un restaurant proche de la Place de la Constitution » - 15/03

Un restaurant proche de la Place de la Constitution était bien vide à l'heure du déjeuner : « *Depuis un an demi c'est comme cela, comme ce midi. Nous mourons. Nous sommes procédés par une telle colère, sauf que nous ne savons pas comment et contre qui la cracher concrètement. Ou peut-être que si... Cela ne durera plus trop longtemps monsieur...* ».

J'ai acheté des haricots blancs à emporter pour quatre euros, pain et citron compris. « *La monnaie nationale n'est pas faite pour les soumis* », pouvait-on lire sur le trottoir d'en face. Drôle de temps, époque fantôme, temps peut-être finissant et brouillé.

Panagiotis Grigoriou

Panagiotis Grigoriou est historien et ethnologue.

(*) Première photo : Mendiant, place de la Constitution 15/03



« La monnaie nationale n'est pas faite pour les soumis » - Athènes 15/03

La source originale de cet article est [greekcrisisnow](#)

Copyright © [Panagiotis Grigoriou](#), [greekcrisisnow](#), 2013

Articles Par : [Panagiotis Grigoriou](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca